



HAL
open science

MARE NOSTRUM: L'ADRIATIQUE, L'ITALIE ET LES BALKANS. LE CAS DE L'ALBANIE

Antonella Mauri

► **To cite this version:**

Antonella Mauri. MARE NOSTRUM: L'ADRIATIQUE, L'ITALIE ET LES BALKANS. LE CAS DE L'ALBANIE. Armenian State Pedagogical University. The collapse of empires in the XXth century : new States and new identities / Effondrements des Empires au XXe siècle : nouveaux États et nouvelles identités, 2020. hal-03172674

HAL Id: hal-03172674

<https://hal.science/hal-03172674v1>

Submitted on 17 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MARE NOSTRUM : L'ADRIATIQUE, L'ITALIE ET LES BALKANS.

LE CAS DE L'ALBANIE

ANTONELLA MAURI

Université de Lille – CAER (Centre Aixois d'Etudes Romanes)

L'Italie contemporaine est un pays qui n'a que 150 ans d'histoire en tant qu'État indépendant et souverain¹, elle est le fruit de l'effondrement ou de l'affaiblissement de maints empires mais elle a eu des visées impérialistes dès sa création. Évoquer la chute des empires et l'Italie peut être assez trompeur car la première image qui vient à l'esprit est celle de la fin de l'Empire Romain, et même si ceci n'est pas complètement faux concernant son rapport idéologique à l'époque moderne et contemporaine, cela n'a rien à voir avec l'Italie géopolitique actuelle. On peut aussi penser aux empires dont son territoire, dans son intégralité ou non, a fait partie depuis la fin de l'époque romaine : du carolingien jusqu'à l'austro-hongrois, elle en a intégré un nombre considérable. On peut aussi songer à sa courte saison coloniale et « impériale² », qui commence très tôt après l'unification et se termine en 1945 mais dans ce cas on n'évoque généralement que ses colonies africaines : Lybie, Éthiopie, Erythrée. On oublie trop souvent que l'Italie a toujours eu des visées d'expansions non seulement vers les pays lointains, exotiques et « sauvages », mais qu'elle imaginait aussi une continuité territoriale, une colonisation par élargissement de ses frontières à partir des Balkans, et qu'elle convoitait surtout l'Albanie qui n'avait pourtant pas de frontière terrestre avec l'Italie ou les États qui la composaient avant 1861. Ce cas est unique et il mérite d'être mieux connu.

Nous ne pouvons pas retracer ici l'histoire des relations italo-balkaniques, même si l'on se limitait à la question istrienne et à la « reconquête » de Fiume (Rijeka) qui suivirent le Traité

¹ Le Royaume d'Italie, régi par la dynastie « piémontaise » des Savoia, naît en 1861 après l'unification du royaume de Sardaigne, fief des Savoia, avec les duchés de Parme et de Modène et le grand-duché de Toscane en 1860. Toujours en 1860, le royaume des Deux-Siciles (Bourbons d'Espagne) est conquis par l'expédition garibaldienne des *Mille*, et l'armée savoyarde se saisit de la Romagne, des Marches et de l'Ombrie (États pontificaux). En 1866, la troisième guerre d'Indépendance permet l'annexion de la Vénétie et de Mantoue (Empire d'Autriche-Hongrie). En 1870 la prise de Rome signe la fin de la papauté, et la ville devient la capitale du pays. En 1919, l'Italie obtient le Trentin, le Haut-Adige, Gorizia et le Frioul oriental, l'Istrie, Trieste et Zara (Zadar).

² L'Italie avait des colonies (le Dodécannèse et les territoires libyens de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, qui lui avaient été attribués en 1912 après ses victoires contre l'Empire ottoman), des comptoirs en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, mais on ne parle pas d'un « empire » avant la guerre d'Afrique de 1935. Les expéditions de conquête dans la Corne d'Afrique qui avaient déjà commencé vers 1890 s'étaient soldées par des défaites aussi sanglantes qu'humiliantes pour l'armée italienne.

de Versailles. Il est cependant essentiel de rappeler que le mythe de la « Victoire Mutilée³ » est l'une des racines du fascisme, et reste parmi les principales revendications du régime, bien que le Traité de Rapallo⁴ soit antérieur à la prise de pouvoir de Mussolini. Le non-respect des promesses faites au pays a mené à un climat de méfiance et de repli sur soi. Au-delà de la question de la continuité territoriale, dans le cas des pays balkaniques il est aussi impératif de considérer le rôle joué par l'Adriatique afin de mieux comprendre les relations de l'Italie avec l'Albanie, ainsi que la tardive inclusion de cette dernière dans l'éphémère « Empire Italien », canonisé par Mussolini et le roi Victor-Emmanuel III. Car, en dépit du fait que l'Italie possédait des colonies depuis 1912, l'idée impériale est éminemment fasciste et n'avait pas été évoquée auparavant : le roi reçoit le titre d'empereur d'Éthiopie le 9 mai 1936, en concomitance de la proclamation de l'Empire d'Afrique orientale italienne (AOI).

L'Adriatique a toujours été considérée comme une sorte de propriété privée par l'Italie et certains des états-nation qui en font actuellement partie, comme la République de Venise : héritage de l'Empire romain, le *Mare Nostrum* lui revenait de droit et dans sa totalité. Cette mer amère (*Amarissimo*)⁵, dominée par les Vénitiens jusqu'au XVIII^e siècle, théâtre de grandes batailles contre les Turcs depuis le Moyen Âge, avait effectivement à la fin du XIX^e siècle un goût de fiel pour les Italiens, car ses côtes nord-orientales étaient sous la domination austro-hongroise depuis la fin de l'empire napoléonien, et celles sud-orientales appartenaient à l'Empire ottoman depuis la chute de Constantinople. On peut se demander pourquoi cette amertume dès lors que ces territoires n'appartenaient plus depuis des siècles aux Italiens, et n'étaient même pas, pour la plupart d'entre eux, ses frontaliers. C'est justement là que le concept du *Mare Nostrum* entre en jeu : qui dit mer⁶, dit aussi rivages, et si la totalité d'une

³ Expression désignant l'issue du traité de Versailles, qui nia à l'Italie ce qui lui avait été garanti en 1915 pour qu'elle entre en guerre à côté de l'Entente.

⁴ Ce traité de 1920 établit les nouvelles frontières entre l'Italie et la Yougoslavie. La conférence de paix de 1919 avait créé une situation explosive, car, sous la pression des Américains, la France et le Royaume-Uni n'avaient pas attribué à l'Italie toutes les terres « irrédentes » (habitées par des populations d'origine italienne) qui lui revenaient d'après le pacte de Londres de 1915. La ville de Fiume (Rijeka) sera occupée de 1919 à 1920 par les milices volontaires des *Legionari fiumani* aux ordres de Gabriele D'Annunzio, et son statut ne sera réglé que quatre ans plus tard par le traité de Rome : Fiume est annexée à l'Italie après avoir existé en tant que *Slobodna Država Rijeka (État libre de Fiume/Rijeka)* de 1920 à 1924. Le traité de Rapallo ne résout donc pas les conflits internes et augmente le mécontentement des Italiens, car il confirme la plupart des décisions de 1919. La Dalmatie, qui avait appartenu à la République de Venise, reste yougoslave en dépit du fait que la majorité des habitants de ses villes côtières était à l'époque d'origine et de langue italiennes.

⁵ La définition d'*Amarissimo*, immédiatement adoptée en Italie, est du poète Gabriele D'Annunzio (tout comme le *Vittoria Mutilata*) et date de 1908, avant la guerre italo-turque et la chute de l'empire ottoman.

⁶ Comme nous le rappelle l'*Enciclopedia Universalis* : « La notion d'eaux territoriales s'élabore au XVII^e siècle [...] À la fin du XVIII^e siècle, les principaux États intéressés [...] fixent la limite des eaux territoriales à 3 milles des côtes (5 km environ) ; cette convention devait être admise par les États-Unis d'Amérique en 1793 et par d'autres nations au cours du XIX^e siècle ; cependant, la limitation à 3 milles ne sera jamais universellement reconnue et ne constituera donc pas une norme de droit international ».

mer appartient à un État, c'est aussi le cas de son littoral. Mais si l'on accepte cette idée, le discours peut aller bien loin : où s'arrêtent les droits territoriaux du pays auquel appartiendraient les rivages ? Il est difficile de déterminer où l'on peut considérer, du point de vue géographique, que la plage ou les falaises laissent la place à d'autres terrains. Donc, combien de terres nous appartiennent si l'on est les propriétaires des rivages ? Ce scénario ressortant d'un « droit territorial de continuité » lié à la « possession » d'une mer permet de comprendre les enjeux qui dépendaient de cette frontière liquide. L'argument est aussi vicieux que vicié : revendiquer des droits sur la totalité de l'Adriatique aboutissait à une revendication territoriale sur les zones balkaniques qui n'ont pas de frontière terrestre avec l'Italie. Sans cela, les « droits » italiens sur ces terres ne pouvaient s'appuyer sur rien de concret, à part la prétention « historique », mais d'autres pays, royaumes et empires qui les avaient dominées avant et après elle, et auraient pu revendiquer au moins autant de droits. Aucune revendication de type linguistique ou culturel n'était possible, sauf dans les zones frontalières de continuité territoriale, telles l'Istrie ou la Dalmatie. Slaves et de langue et de culture slave, le reste des Balkans n'offrait pas d'argument possible au-delà de cette hypothétique frontière liquide et du fait d'avoir jadis appartenu à l'Empire romain ou à la République vénitienne. L'Albanie est à part, on va voir pour quelles raisons.

L'Albanie actuelle est née de l'effondrement de trois empires : ottoman, austro-hongrois et italien. Anciennement connu comme Illyrie et unifié en un grand royaume en 385 av. J.-C., ce pays sera conquis par Rome en 168 et fera partie de son empire pendant plus de 500 ans. En 395 il sera intégré à l'Empire romain d'Orient, jusqu'à sa chute. Au X^e siècle la République de Venise colonise la côte dalmate et au début du XIV^e elle s'empare aussi de l'Albanie⁷. À partir du XV^e siècle on assiste à un phénomène qui, cinq siècles plus tard, aura un certain poids dans les revendications italiennes, à savoir l'installation de grandes communautés d'Albanais en Italie du Sud (Arberèches)⁸. Après la chute de Constantinople, conquise par les Turcs, l'Albanie est rattachée à l'Empire ottoman jusqu'en 1912. Ensuite, elle ne réussira que partiellement à se reconstruire⁹, car après la fin de la première guerre balkanique chaque pays

⁷ L'Albanie vénitienne comprenait Kotor (Cattaro), Shkodër (Scutari) et Durrës (Durazzo), Drivasto, Antivari, Dulcigno et Arta, dans la région de Ioannina qui fait partie de la Grèce depuis 1918.

⁸ Ces communautés se trouvent actuellement dans plusieurs régions du Sud : Abruzzes, Molise, Campanie, Basilicate, Pouilles, Calabre et Sicile, les habitants sont toujours albanophones et pour la plupart de religion orthodoxe. De nos jours, on répertorie 50 communautés d'origine et culture albanaises (41 municipalités et 9 hameaux) pour un total d'environ 100 000 personnes. On n'a pas de chiffres récents sur le nombre effectif d'Albanais d'Italie, dits Arberèches (Arbëreshë), les dernières données fiables remontent au recensement de 1921, quand ils étaient 80 282. Il existe une trentaine d'autres communautés fondées par les Albanais qui ne conservent plus la langue, et se trouvent aussi bien dans le sud que dans le centre-nord.

⁹ L'Albanie ne pourra pas obtenir tous les territoires albanophones qu'elle demandait, notamment le Kosovo, la Ioannina, Skopje, Bitola, les territoires de l'Ouest et du Nord de l'actuelle République de Macédoine, et l'Épire

réclame des territoires et chacun a des amis et des adversaires parmi les vainqueurs des Turcs. Les revendications de la délégation albanaise obtiennent l'appui de l'Autriche-Hongrie et surtout de l'Italie, toujours pour des raisons liées à l'Adriatique : elle préfère que sur l'autre côté de sa frontière liquide ne s'installent pas des pays potentiellement dangereux, notamment là où ils ne sont séparés que par un bras de mer de moins de 80 km¹⁰. De petits États indépendants et neutres s'avèrent bien plus rassurants que l'Empire russe, qui souhaitait depuis longtemps annexer les populations et les territoires albanais. Après la redéfinition des frontières, l'Albanie connaît une courte période parlementaire pendant laquelle ses dirigeants politiques ne cessent de faire pression sur la Société des Nations par leurs revendications territoriales. Cela finit par indisposer d'autres pays, notamment la Grande-Bretagne et la Serbie, qui décident de favoriser l'accès au pouvoir d'un personnage apparemment moins concerné par ce problème : Ahmed Zogu¹¹. Ce dernier avait été Premier ministre en 1922, et d'allié il était devenu l'ennemi juré du plus revendicatif des hommes politiques albanais, Fan Noli¹². Le 23 décembre 1924, Noli est renversé par un coup d'État fomenté par Zogu, dans l'indifférence des autres nations. Zogu proclame la République et est élu président le 31 janvier 1925. Deux mois plus tard il fait voter une nouvelle Constitution qui lui confère les pouvoirs absolus et en fait un dictateur sur le modèle mussolinien : il interdit les partis politiques adverses, fait arrêter ses opposants et instaure un régime policier. Il s'autoproclame roi des Albanais en septembre 1928, sous le nom de Zog I^{er}. Son parcours semble se faire en harmonie, si l'on peut dire, avec le fascisme italien : Mussolini aussi est nommé Premier ministre en 1922, bien que sur un coup de force, et en 1925-1926 il réussit à faire voter par le Parlement les *leggi fascistissime*, qui transforment la monarchie parlementaire italienne en dictature fasciste.

Zog apparaît toutefois comme une figure d'opérette aux yeux de la plupart des gouvernants contemporains. Il est symptomatique, à ce propos, le fait qu'Hergé se soit inspiré de la situation albanaise et, surtout, de son roi si folklorique pour le scénario du *Sceptre d'Ottokar*,

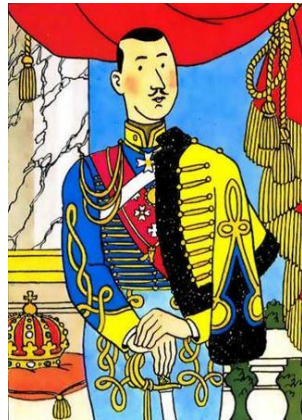
du Sud. La question des frontières albanaises ainsi que les autres questions balkaniques seront officiellement réglées en 1913 par la Conférence de Londres, régie par six pays (Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie). Finalement, 60 % des territoires revendiqués par l'Albanie seront incorporés à d'autres États.

¹⁰ Le Canal de Otrante entre Punta Palascia dans les Pouilles et Capo Linguetta sur côte albanaise ne fait que 71 km de large.

¹¹ Né Ahmet Muhtar Bej Zogolli (1895-1961), il modifie à plusieurs reprises son nom pour l'albaniser et surtout pour qu'il n'ait pas « l'air musulman », raison pour laquelle en s'autoproclamant roi il choisira de s'appeler Zog et non Ahmet ou Ahmed, prénoms trop connotés. Zog craint beaucoup l'influence musulmane sur la population, notamment du côté turc, et dès 1929 il proclame l'Albanie « pays laïc ».

¹² Theofan Stilian Noli (1882 - 1965), évêque orthodoxe, Premier ministre et régent d'Albanie en 1924.

le huitième album des aventures de Tintin sorti en 1939¹³. Du point de vue du physique, de l'accoutrement et de l'allure, Zog a manifestement été le modèle de Muskar XII, descendant d'Ottokar et roi du royaume imaginaire de Syldavie. Même si certains spécialistes le nient ou disent que cela ne peut pas être prouvé, rappelons qu'Hergé lui-même a confirmé s'être inspiré de la figure de Zog pour son personnage et que « la Syldavie, c'est l'Albanie »¹⁴. Et il suffit de comparer une photo de Zog avec le « portrait » de Muskar pour s'en persuader :



Zog souhaite moderniser son pays, parmi les plus pauvres et arriérés des Balkans, mais il manque cruellement de capitaux, et c'est grâce à ce besoin d'argent que l'Italie va entamer sa pénétration en Albanie. Elle avait déjà fondé la Banque nationale d'Albanie en 1925, tout en accordant d'importants prêts au pays. Pour sauvegarder les financements, en 1926 Zogu signe avec Mussolini un traité de statu quo politique et territorial qui de fait permet à l'Italie d'avoir la suprématie sur l'Adriatique du sud et lui donne le droit d'intervenir militairement en Albanie si cette dernière le lui demande.

Avec la crise mondiale de 1929 l'Albanie devient de plus en plus dépendante des financements italiens. Mussolini joue au chat et à la souris avec Zog, et en 1934 lui demande de solder les intérêts sur les prêts non remboursés en 1932 et 1933. Comme le roi n'est pas en mesure de les honorer, Mussolini exige qu'il renvoie tous les officiers étrangers (notamment les Britanniques) présents sur son territoire pour former et diriger l'armée et la gendarmerie, et qu'on nomme à leur place des hauts-gradés italiens. De plus, il lui demande d'approuver la création d'une union douanière et d'un traité de mainmise qui donne aux Italiens le contrôle de toutes les entreprises albanaises. Zog refuse et tente de se libérer des Italiens par le biais d'accords avec la Grèce et la Yougoslavie, mais en vain : le 22 juin 1934 la Marine italienne

¹³ L'histoire avait été prépubliée du 4 août 1938 au 10 août 1939 par le *Petit Vingtième*.

¹⁴ Cf. Numa Sadoul, *Entretiens avec Hergé : Édition définitive*, Tournai, Casterman, 1989, 3^e édition (1^{re} édition 1975), p. 153 et Benoît Peeters, *Hergé, fils de Tintin*, Paris, Flammarion 2002, pp. 153-154.

bloque le port de Durazzo (Durrës) et Mussolini menace d'envahir le pays. Zog finit donc par consentir à toutes ses requêtes, au point que l'on peut affirmer qu'à partir de ce moment l'Albanie devient de fait un protectorat italien, et Zog une marionnette manipulée par le régime mussolinien. Les affaires étrangères passent dans les mains des fascistes et les ressources naturelles albanaises sont exploitées uniquement par l'Italie, qui avait d'ailleurs commencé à y chercher du pétrole dès le début des années 1920, en confiant d'abord les forages à la Compagnie des Chemins de Fer italiens, puis en créant, en 1935, une compagnie spécifique l'*Agenzia Italiana Petroli Albania* (AIPA) absorbée par la société Agip (*Azienda Generale Italiana Petroli*) en 1940. Les Italiens comptent beaucoup sur le pétrole albanais mais les hydrocarbures se révèlent insuffisants et surtout de mauvaise qualité : trop riches en soufre, ils nécessitent des procédés de raffinement compliqués et très chers, donc ils sont peu rentables.

L'Albanie reste pour le moment une monarchie constitutionnelle autonome, quoique rattachée à la maison royale des Savoie. Les Italiens ont garanti son indépendance et la sauvegarde de sa langue. Bien que le parti fasciste albanais soit le seul autorisé, cela ne nuit pas à ce que Zog avait fait en 1926 avec la dissolution de tous les groupes politiques adverses. Le roi continue apparemment à régner en despote absolu, cependant Mussolini ne lui fait pas confiance et commence immédiatement à tout mettre en œuvre pour affaiblir sa position et son image. D'abord, il fait nommer Premier Ministre l'un de ses pires ennemis, Shefqet Bej Verlaxhi¹⁵, qui à son tour nomme des proches à des postes-clés. De son point de vue, Mussolini a raison, car Zog ne rêve que de se libérer de l'influence italienne, et manœuvre dans l'ombre pour tenter des accords et obtenir de l'aide de la part d'autres pays européens. Le roi se comporte d'ailleurs de manière très incohérente, car si d'un côté il se montre progressiste (il est à l'origine du suffrage universel, de l'interdiction du port du voile islamique, du droit de vote pour les femmes et de l'abolition du féodalisme) il a aussi une attitude dictatoriale et un côté presque paranoïaque : il a une peur obsessionnelle d'être empoisonné et surveille de près ses cuisiniers, il a la phobie de la foule et il se montre le moins possible en public, il vit dans un luxe excessif et il perd régulièrement des sommes fabuleuses au poker. Pour ces raisons et en dépit de ses réformes, il devient de plus en plus impopulaire. Finalement, il saisit une occasion favorable pour s'attirer la faveur de ses sujets : le 27 avril 1938 il se marie avec la

¹⁵ Verlaxhi (1877– 1946), voir Verlaci, Verlaçi ou Velaxhi, est aussi premier ministre en 1924, puis à nouveau de 1939 à 1941 pendant l'occupation italienne. Zog est son allié et s'était aussi fiancé avec sa fille, qu'il quitta brusquement en 1928 quand il n'eut plus besoin de son aide. Verlaxhi prend si mal la chose qu'on le soupçonne d'être derrière un attentat qui manque de coûter la vie à Zog en 1931, à Vienne. Une fois devenu premier ministre, il nomme Xhemil Bey Dino, le mari de la fille abandonnée par le roi, ministre des Affaires Etrangères. On peut facilement imaginer quel climat règne entre le gouvernement et Zog après 1934.

jolie et brillante comtesse hongroise Géraldine Apponyi, qui a vingt ans de moins que lui. Le mariage fastueux et les réjouissances touchent toute la population. En Europe comme en Albanie on pense aussi que cette occasion marque une prise de distance avec l'Italie, car le témoin du roi est Galeazzo Ciano¹⁶. L'évènement fait la une des journaux et des revues en Albanie comme en Italie :

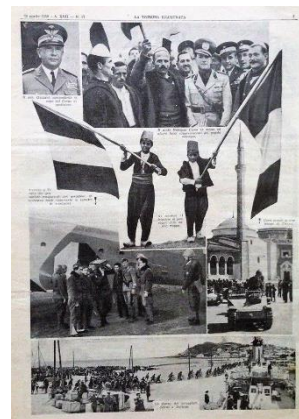
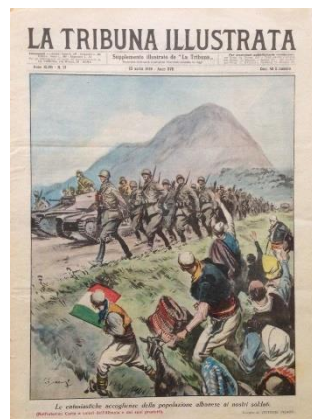


Mais en réalité les rapports avec l'Italie ne sont pas simplifiés par les noces royales, au contraire. Le mariage de Zog pose des nouveaux problèmes aux Italiens, à savoir l'influence de sa femme et la naissance d'un héritier, éléments susceptibles de susciter une nouvelle affection pour la famille royale. Si Zog n'est pas aimé, Géraldine semble en revanche s'attirer beaucoup de sympathies, et les Albanais attendaient avec impatience la naissance du prince héritier. Le 5 avril 1939 le petit Leka voit le jour, et le 7 avril l'armée italienne envahit l'Albanie. Il est peu probable que les deux événements soient liés comme le prétendent certains historiens, et il en va de même pour l'hypothèse qui voudrait que Mussolini ait attendu de savoir si la reine avait accouché d'un garçon ou d'une fille avant de donner l'assaut. En réalité Mussolini n'attendait que la fin de la guerre d'Espagne, qui se termine justement le 1 avril, car il ne pouvait pas s'engager sur deux fronts. Ce qui est certain, c'est que tôt ou tard l'invasion aurait eu lieu : l'Albanie était une tête de pont incontournable pour l'invasion de la Grèce, qui était déjà dans les projets fascistes, et la mainmise sur ses industries, ses ressources et son pétrole était une aubaine pour une Italie sous régime autarchique depuis la guerre d'Afrique¹⁷. La résistance des troupes albanaises est, en toute

¹⁶ Galeazzo Ciano (1903-1944), fils d'un héros de la Grande Guerre, l'amiral Costanzo Ciano, est le gendre de Mussolini (il avait épousé sa fille aînée, Edda). En 1938, il est ministre des Affaires Étrangères. Il sera fusillé le 11 janvier 1944 sur ordre de son beau-père, après avoir été arrêté par les Allemands, car il était parmi ceux qui le 25 juillet 1943 avaient voté pour les démissions et l'arrestation de Mussolini.

¹⁷ Les sanctions contre l'Italie, votées en novembre 1935 par la Société des Nations, furent de courte durée mais, en dépit de la fin de l'embargo, Mussolini garda le système autarchique jusqu'à la fin du fascisme.

logique, symbolique : les officiers étaient, pour la plupart, italiens et la supériorité des adversaires, écrasante. Le roi, sa femme à peine relevée des couches et le bébé de deux jours s'enfuient. La presse italienne parle de l'invasion de manière dithyrambique et fait état de l'enthousiasme avec lequel la population a accueilli les « libérateurs » qui allaient apporter « ordre, justice et paix » à un pays destiné à « renaître grâce au fascisme » :



Ainsi, lors d'un discours prononcé le 15 avril 1939 à la *Camera dei Fasci e delle Corporazioni*, Galeazzo Ciano ne mâche pas ses mots sur le bilan des années où le pays a été dirigé par Zog à la veille du couronnement de Victor Emmanuel III en Albanie :

Ce qui a été accompli en Albanie au cours des 15 dernières années est exclusivement dû à l'Italie. C'est le travail et les capitaux italiens, avec l'aide de l'excellente main-d'œuvre albanaise, qui ont construit les ports, foré les puits, exploité les mines, [...] récupéré 5000 hectares de marais désolés, aujourd'hui devenus une plaine fertile qui donne un emploi stable et bien rémunéré à 300 Italiens ainsi qu'à 1000 travailleurs albanais [...] ; et sont italiennes toutes les entreprises qui ouvraient pour valoriser les ressources naturelles du pays et pour offrir à un peuple trop longtemps abandonné à un triste sort, que pour ses vertus civiles et guerrières il ne mérite pas, une palette adéquate d'activités productives. Et finalement, sont italiennes et toujours italiennes les initiatives visant à élever culturellement et spirituellement les masses populaires albanaises.

Les journalistes rappellent ce que l'Albanie doit à l'Italie, comme si cela justifiait l'invasion, et mettent en avant le fait que, finalement, les intérêts des deux pays coïncident :

C'est l'Italie qui a proclamé, avec l'Autriche, le caractère sacré des droits des Albanais, lors de la Conférence des Ambassadeurs tenue à Londres l'année suivante [1912], parvenant finalement à faire triompher leur juste cause ; et l'Italie a été la première à se plaindre car au nouvel État n'ont pas été rattachées des régions qui, physiquement et ethniquement, auraient dû l'être.

En 1915, Sonnino [Premier ministre] a proclamé au Parlement : « La présence de notre drapeau sur la rive opposée de l'Adriatique servira aussi à réaffirmer la politique traditionnelle de l'Italie envers l'Albanie. Il s'agit, aujourd'hui comme par le passé, de quelque chose de capital pour nous, car son sort est intimement lié à l'équilibre de l'Adriatique. L'Italie attribue une grande importance au maintien de l'indépendance du peuple albanais dont l'intense et ancien sentiment d'appartenance nationale a été en vain, à des fins intéressées, mis en discussion et nié. »¹⁸

Quant à la presse étrangère, elle parle de l'invasion sans trop s'en émouvoir, à la différence de ce qui s'était passé quatre ans plus tôt pour l'Afrique. Là aussi, les raisons de cette indifférence sont multiples, et s'il est vrai que la situation internationale au printemps 1939 est trop tendue pour que l'on se soucie du sort d'un petit pays balkanique et d'un monarque issu de nulle part et n'ayant aucun lien avec le milieu aristocrate, on peut légitimement se demander si le manque de réactions concrètes de la part des grandes puissances européennes, notamment la France et la Grande-Bretagne, n'est pas dû au fait qu'elles aussi convoitent la Corne d'Afrique, alors qu'elles n'ont guère d'intérêts dans les Balkans. La plupart des quotidiens britanniques et français se bornent donc à des commentaires de circonstance :



Le *Daily Express* rassure ses lecteurs en soulignant que « *It did not mean European war* », et cela semble suffire pour qu'on ne se soucie pas trop de ce qui se passe en Albanie. *Le Figaro* exagère en affirmant que les Italiens sont contraints à livrer des « sanglants combats pour progresser à l'intérieur du pays » et qu'ils rencontrent « une résistance farouche » de la part des Albanais, alors qu'il n'en est rien (ne serait-ce que concernant la différence du nombre de combattants et de moyens logistiques), et évoque aussi « l'Albanie heureuse » d'antan, oubliant, ou feignant de le faire, que le pays était sous le joug italien depuis des lustres. *La Croix* n'en fait même pas un gros titre. Quant aux États-Unis, ce court extrait suffit à illustrer le point de vue de la majorité des journaux et de l'opinion publique américaines, qui

¹⁸ Ferdinando Milone « Gli Albanesi e l'Albania », in *Le vie del Mondo*, Milan, TCI 1942, p. 291.

correspondait à ce que la presse italienne affirmait à ce propos :

« *Oh God, it was so short* » were King Zog's last words to his wife Geraldine Apponyi on Albanian soil. [...] Some Albanians continued to resist, but a large part of the population [...] welcomed the Italians with cheers.¹⁹

En France, seuls les journaux de gauche invoquent une intervention des « pays civilisés » pour chasser les Italiens, mais leur appel tombe dans le vide. *L'Humanité* affirme même que « la France ne doit pas se taire » et souhaite qu'elle se joigne à l'Union Soviétique dans un « mouvement pour la sécurité collective », alors que l'URSS de Staline n'a pratiquement pas réagi face à l'invasion italienne. En réalité, personne n'avait envie de s'engager dans une guerre contre les Italiens pour apporter de l'aide à Zog et à un minuscule pays balkanique qui, à l'époque, n'avait aucune importance stratégique :



La guerre ne dure que quelques jours : le 12 avril, après le cessez-le-feu, Mussolini installe un nouveau gouvernement et fait voter une nouvelle Constitution. Le 16 avril le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, « accepte » la couronne que l'Albanie lui « offre ».



L'Albanie fait désormais partie de l'Empire italien, et le fascisme réalise ainsi une expansion

¹⁹ « Fascist Soldiers Take over Tirana » *The New York Times*, New York City, The New York Times Company, 9 avril 1939.

territoriale européenne qui peut être comparée à celle de l'Allemagne nazie à la même époque. Bien que l'Albanie ne soit pas considérée comme une colonie à proprement parler, mais une partie intégrante du Royaume, Mussolini va tout de suite mettre en œuvre une importante italianisation (et fascistisation) du pays. En quelques mois, 11 000 colons et plus de 22 000 travailleurs temporaires italiens s'installent en Albanie. Toutefois on ne remarque pas des déplacements significatifs d'Arberèches vers la terre de leurs ancêtres. Après l'invasion fasciste de la Yougoslavie en 1941, le Kosovo et une partie de la Macédoine seront intégrés à l'Albanie italienne, concrétisant ainsi les requêtes territoriales que les gouvernements d'avant Zog n'avaient eu cesse d'adresser à la Société des Nations.

Après l'Armistice de 1943 et la chute du fascisme, l'Albanie est envahie par les Allemands et les Italiens présents sur son territoire sont faits prisonniers. Leur situation ne sera pas facile même à la fin de la guerre, et les militaires ne seront souvent rapatriés que deux ou trois ans plus tard, après de longues négociations.

La colonisation de l'Albanie appelle d'autres commentaires. En effet si l'Italie fasciste n'a jamais caché ses visées sur ce pays, il est particulièrement intéressant de remarquer que son discours de revendication territoriale ne s'appuyait pas uniquement sur l'histoire (Empire romain et République de Venise) ou sur la frontière adriatique, mais qu'il en faisait aussi une question de « race ». Et pas de « race inférieure », au contraire. La propagande d'avant et après l'invasion, met en avant le fait que les Albanais, d'origine illyrienne et italote, ne sont pas des Slaves, et que si l'on considère leur langue, leurs coutumes et leur histoire, ceci est indéniable. C'est surprenant dans un contexte raciste comme celui de l'Italie de cette époque : les Slaves appartiennent à une « race inférieure », tandis que les Albanais, non. En tant qu'Illyriens, on les proclame « frères » des Italiens, ayant les mêmes ancêtres ce qui en fait des « aryens méditerranéens » : Italiotes, Illyriens, sans oublier les anciens métissages entre les populations locales et celles qui étaient venues de la péninsule italienne à l'époque de l'Empire romain et de la République Vénitienne. Il résulte de ces considérations que l'invasion de l'Albanie n'en est pas une, il ne s'agit que de la « réunification » de deux peuples ayant les mêmes origines et le même sang :

Il fut un temps où les Albanais, notamment ceux du nord, considéraient l'Italie comme leur mère et Rome comme celle qui aurait sauvé et sauvé le pays.²⁰

Certains auteurs mettent en avant les caractères physiques des Albanais, en considérant que non seulement elles les rapprochent des Italiens, mais encore elles les différencient des autres

²⁰ Gjika Bobich « Dove torna la luce di Roma. L'Albania e il suo popolo », in *Le vie del Mondo*, Milan, TCI, Mai 1939, p. 447.

populations environnantes :

On ne peut qu'être frappés par la beauté physique des habitants, dont beaucoup, presque tous dans les montagnes, sont de magnifiques spécimens de cette race dinarique qui est aussi appelée illyrienne ou adriatico-ionienne. [...] Haute stature, petit crâne, visage ovale avec un nez toujours prononcé, souvent aquilin. À cela il faut ajouter l'étonnante noblesse de leur allure.²¹

D'autres sont moins sûrs que l'on puisse distinguer si nettement les Albanais de leurs voisins, en tout cas du point de vue physique, et préfèrent mettre en avant des valeurs éminemment culturelles qui les rapprocheraient encore une fois de leurs « frères » d'outre-Adriatique. En particulier, et parmi les mythes les plus exploités, soulignés et objets de propagande par le fascisme, le sentiment d'appartenance à une glorieuse culture ancienne, ainsi que la résistance aux influences des envahisseurs étrangers que les italiens auraient montré à travers les siècles, sont mis en avant :

Dans la région des Balkans, enchevêtrement de pays et de peuples, les typologies physiques ne permettent pas toujours une distinction claire entre l'une et l'autre région, et les caractères nationaux ne sont pas suffisamment marqués pour que l'on puisse établir une différenciation précise entre les populations.

Si vous demandez aux gens de la campagne ou de la ville, de la plaine ou de la montagne, du nord ou du sud, du marais ou des hauts-plateaux : « Qui êtes-vous ? », vous vous entendrez toujours répondre avec une grande fierté : « *Jam Shqipëtar* », je suis Albanais.

Et il est admirable que, malgré la domination turque, tous les sentiments nationaux de cette population de bergers et de bûcherons qui - pendant les longs siècles de domination étrangère - n'a pas eu de moments historiques qui n'aient pas été théâtre de rébellions audacieuses et de répressions sanglantes. La flamme du sentiment national est restée bien vivante chez ce peuple.²²

L'héritage romain est un autre argument pour chercher des similitudes entre les deux peuples. N'oublions pas que le fascisme insistait beaucoup sur le « sang romain » qui, d'après les théories qu'il avait choisi d'adopter, circulait encore tel quel il était à l'époque de César et Auguste dans les veines des Italiens du XIX^e siècle. Et ce sang circulait encore, bien qu'un peu plus métissé, dans les veines des Albanais. L'Empire romain avait englobé beaucoup de pays et une quantité d'autres peuples auraient pu revendiquer cette ascendance, mais on n'accordait pas la même valeur à tout le monde, et il y avait métissage et métissage. Celui avec des individus de « race aryenne », tels les Illyriens, préservait la valeur « romaine » des descendants, tandis que celui avec des peuples appartenant à des « races inférieures » (Slaves, Turcs, Nord-africains...), ne donnait le jour qu'à des bâtards.

Concernant la langue, on allait dans le même sens : nombre de linguistes affirmaient que l'albanais ne faisait pas partie du groupe des langues slaves et caucasiennes et le classaient parmi les « langues romanes orientales » descendant du latin, telles le roumain et

²¹ *Ibid*, p. 456-457.

²² Ferdinando Milone « Gli albanesi e l'Albania », in *Le vie d'Italia*, Milan, TCI, Mars 1942, p. 286.

l'aroumain²³. Comme pour les théories ethno-historiques, ceci est exact, car l'origine de cette langue n'est pas slave. Toutefois, il ne s'agit pas non plus d'une langue romane : elle appartient au groupe thraco-illyrien, langues paléo-balkaniques dont seul l'albanais a survécu²⁴. Et, s'il est indéniable que le latin a influencé l'albanais moderne (tout comme le grec et le turc), cela ne justifie pas son inclusion dans le groupe des langues romanes. Mais cette filiation supposée arrangeait à nouveau le fascisme, par conséquent elle a été non seulement agréée, mais aussi fait l'objet de propagande en dépit de son inconsistance : c'était une raison de plus pour « accueillir » dans l'Empire italien ces frères égarés de l'autre côté de l'Adriatique, parmi les Slaves.

Plus compliquée est la question de la religion. L'Albanie avait été majoritairement chrétienne avant l'invasion ottomane, époque à laquelle remontent la plupart des conversions à l'islam, forcées ou spontanées. Au même moment ont eu lieu les grandes vagues migratoires de chrétiens vers le sud de l'Italie, où ces derniers fondèrent les colonies Arberèches. On ne manqua pas de souligner ces « échanges », sous-entendant ou disant ouvertement que cela aussi démontrait que les deux pays étaient « unis » depuis des siècles. Cependant, à l'époque de l'invasion italienne presque 70% de la population était musulmane (en partie sunnite et en partie soufi), 20% orthodoxe et seulement 10% catholique. Mais on n'hésitait pas non plus à falsifier la réalité, en présentant des cas particuliers comme s'il s'agissait de la norme :

Dans leurs montagnes, les Albanais sont les maîtres absolus, et personne, même pas les Ottomans, n'a pu y pénétrer. Attachés à leurs habitudes très anciennes et extrêmement tenaces dans le respect de la religion, leur vie est toute dans le fusil et dans l'Évangile. Rome et le Pape, [...] l'Évêque, le Père missionnaire, protecteur de la foi, sont leurs idoles. [...] L'indifférentisme religieux n'existe pas. Si à la forme de salutation, qui est « Loué soit Jésus-Christ », on répond « Loué soit-il toujours », la personne rencontrée est chrétienne. Si par contre la réponse est « Loué soit-il toujours pour toi » il s'agit d'un infidèle.²⁵

Ce texte est critiquable dans la mesure où il évoque de manière simpliste, édulcorée et en partie fautive d'un fait historique très complexe. Les Albanais qui n'avaient pas émigré au moment de l'invasion ottomane n'avaient pas forcément choisi l'islamisation. Beaucoup de chrétiens avaient essayé de préserver leur identité en devenant des « crypto-chrétiens » : ils utilisaient des prénoms musulmans et ils agissaient comme s'ils étaient des convertis en

²³ Langue apparentée au roumain, parfois appelée « valaque », actuellement parlée par 250 000 locuteurs (plus de 500 000 au début du XX^e siècle) au nord de la Grèce, au sud de l'Albanie, à l'est de la Serbie, en Bulgarie et en Macédoine. L'aroumain n'a pas de norme linguistique suprarégionale, car chacun des groupes d'Aroumains (Grèce, Albanie, Serbie, et ainsi de suite) parle avec des particularités spécifiques locales.

²⁴ L'albanais possède nombre de dialectes, dont les principaux sont le guègue et le tosqe, parfois complètement différents entre eux. La langue des communautés albanaises du sud de l'Italie, le *gluha arbëresh*, de la famille du tosqe, n'est ni comprise ni pratiquée par les Albanais d'Albanie, d'où elle a disparu depuis le XV^e siècle.

²⁵ Gjika Bobich « Dove torna la luce di Roma. L'Albania e il suo popolo », in *Le vie del Mondo*, Milan, Touring Club Italien, Mai 1939, p. 462

public, mais dans le milieu familial ils gardaient la foi, les fêtes et les traditions chrétiennes. Le phénomène a diminué au fil du temps, car il était sévèrement puni par les Turcs et il n'était pas facile de se cacher dans de petites communautés. Commencé vers la fin du XVII^e siècle, on peut considérer qu'il était pratiquement fini vers les toutes premières années du XIX^e, ce qui explique le pourcentage de musulmans présents en Albanie au moment de l'invasion. Toutefois, comme les relations italo-musulmanes en 1939 étaient bonnes pour ne pas dire excellentes, le fait que ces « presque Italiens » ne soient pas de religion catholique posait moins de problèmes (ou autant) que la présence des chrétiens orthodoxes. L'attitude conciliante des fascistes vis-à-vis de l'islam politique, qui ne plaisait pas du tout au Vatican, n'était pas seulement due à ce qu'ils avaient en commun, comme l'antisémitisme et la méfiance envers les régimes libéraux, mais aussi à un calcul politique précis :

Les interprétations de la politique fasciste en direction du monde arabo-musulman ne sont pas exclusives les unes des autres. Le choix d'un rapprochement avec lui a revêtu une dimension tactique et fut mis au service de la politique fasciste visant à acquérir des positions d'influence en Méditerranée. Il a également eu une dimension idéologique portée par le fascisme-mouvement qui cherchait à bouleverser l'ordre en vigueur en Méditerranée et à recomposer une nouvelle hiérarchie des puissances autour d'un espace vital italien en Méditerranée et en Afrique. L'existence de ces deux dynamiques fut d'ailleurs source de contradictions pour le fascisme entre soutien aux émancipations des peuples arabes et aspirations à se substituer à la France ou à la Grande-Bretagne en tant que puissance coloniale. Par ailleurs, la politique fasciste en Méditerranée s'est inscrite à la fois en rupture avec celle de l'Italie libérale ainsi que dans une continuité autour de l'idée de l'Italie comme pont entre les deux rives de la Méditerranée.²⁶

Ainsi, les revues, les journaux et même les manuels scolaires soulignent que l'arrivée des Italiens en Albanie est positive pour les musulmans, qui d'après eux auraient été, sinon persécutés, maltraités ou laissés pour compte par le régime de Zog (qui, ne l'oublions pas, tout en étant laïc, était lui aussi musulman...):

Les Albanais (*Skipetari*), pour la plupart musulmans, jusqu'à des temps récents étaient contraints de vivre dans un lamentable état de délaissement. Depuis que le Royaume d'Albanie a uni son destin au Royaume d'Italie, la période de leur renaissance civile a commencé.²⁷

Il reste une question très controversée, à savoir la fascistisation de l'Albanie. C'est un chapitre qui a été souvent refoulé ou caché, car il faut admettre que, de ce point de vue, le programme italien avait assez bien réussi. Bien que de nos jours on n'arrête pas de parler de la « résistance » albanaise et du rôle des communistes²⁸ dans la lutte contre les Italiens, avant

²⁶ Olivier Forlin, « Le fascisme et la Méditerranée arabo-musulmane dans les années 1930 », Barbara Meazzi et Jérémy Guedji *La culture fasciste entre latinité et méditerranéité (1880-1940)*, Cahiers de la Méditerranée, Université de Nice-Sophia Antipolis 2017, p. 219.

²⁷ Carmelo Cottone, *Geografia*, « L'Albania », in *Il libro della V classe elementare : Religione-Grammatica-Storia*, Roma, La Libreria dello Stato 1941, pp. 193-194.

²⁸ Le Parti communiste albanais a été fondé en novembre 1941 par Enver Hoxha (1908 -1985), « président » d'Albanie de 1945 à 1985 (sa dictature rigide et isolationniste est considérée parmi les plus répressives au XX^e siècle en Europe). Quelques cellules communistes locales existaient déjà en 1929, notamment à Korçë ou à Tirana, mais les adhérents étaient très peu nombreux et leur influence politique pratiquement inexistante.

1943 cela ne concernait que de très peu de monde, et le reste est une légende fabriquée *ad hoc* par le régime d'Enver Hoxha, et à laquelle beaucoup d'historiens ont prêté foi sans esprit critique et, apparemment, sans vérifier les documents de l'époque. On peut le regretter, mais on ne peut pas nier que les Albanais ne se sont pas opposés au fascisme, et que beaucoup y ont adhéré sans qu'on exerce aucune pression sur eux, en Albanie comme en Italie. À ce propos, on peut rappeler que le mouvement des Travailleurs fascistes siciliens (*Dhomatet et gjindevet çë shërbejën*) fondé en 1922 par la communauté arberèche de la *Piana degli Albanesi*, figurait parmi les plus importants du fascisme dit « de la première heure », et que cette section était celle avec plus grand nombre d'inscrits en Sicile. Et, curieusement, dans le contexte misogyne et arriéré de la région à cette époque, énormément de femmes arberèches étaient aussi inscrites à cette section, et elles se montraient très actives et engagées. Un autre Arbëreshë, Nicola Barbato²⁹ (1856 - 1923), a été co-fondateur et principal dirigeant des *Fasci* siciliens. Quant à la situation en Albanie, il suffit de feuilleter la presse de l'époque pour s'apercevoir que bon nombre de jeunes albanais s'étaient immédiatement engagés dans la milice, et que la grande majorité de la population manifestait soit de l'enthousiasme, soit de l'approbation soit, dans le pire des cas, une pacifique indifférence vis-à-vis du fascisme. La visite de Mussolini en 1941 (dernière image), en dépit de la guerre, n'a suscité aucune réaction négative auprès des Albanais, et pour cause : n'oublions pas que les frontières du pays avaient été élargies et l'Italie semblait vouloir créer la « grande Albanie » rêvée par Fan Noli et Shefqet Verlaxhi avant le coup d'État de Zog :



²⁹ Nicola Barbato (1856-1923) ou Nicolò Barbato (Kola Barbati en arberèche), ex- activiste socialiste et médecin psychiatre de renom.



Après la chute du fascisme et les bouleversements de la guerre, les cinquante années de dictature d'Enver Hoxha semblent couper nettement l'Albanie non seulement de l'Occident, mais surtout de l'Italie et de l'histoire que les deux pays ont partagée pendant la période fasciste. Hoxha efface le passé et, avec la complicité d'historiens peu scrupuleux ou obligés de l'être (les Albanais, de toute façon, étaient contraints de se plier au diktat) invente une histoire de résistance et de gauchisme qui fait l'objet de propagande et qu'on enseigne aux nouvelles générations. Nous ignorons si, comme le firent les crypto-chrétiens, en famille les gens qui avaient vécu la courte saison de l'Empire italien racontaient aux jeunes d'autres histoires que celles préconisées par le régime de Hoxha, ou si eux aussi préféraient ne pas évoquer le souvenir d'un passé dont ils n'étaient peut-être pas fiers. Mais avant même la chute définitive du régime communiste en 1992, des milliers d'Albanais ont quitté leur pays pour l'Italie. Ils ont traversé le canal d'Otrante grâce à des moyens de fortune, souvent des zodiacs qui, rapides, légers et peu visibles par les bateaux de la police maritime italienne, leur permettaient de débarquer facilement la nuit. L'Adriatique, du côté italien, est une mer peu profonde, nul besoin d'arriver à un port : on peut faire descendre les passagers à des dizaines de mètres de la plage sans risques de noyade car, notamment à marée basse, on a toujours pied. La première grande vague migratoire a lieu en mars 1991, suivie d'autres de plus en plus importantes, au point qu'on a parlé d'un « exode » : en 2012, plus de 450 000 Albanais – à savoir, près d'un citoyen albanais sur six, vivaient en Italie³⁰, ce qui est énorme, en effet. Les Albanais n'ont pas toujours été bien accueillis, bien qu'ils se soient en quelque sorte intégrés, aidés par leur capacité d'apprendre rapidement l'italien et de s'exprimer parfaitement :

³⁰ « *La comunità albanese in Italia : rapporto annuale sulla presenza degli immigrati* », Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali (Direzione Generale dell'Immigrazione e delle Politiche d'Integrazione), 2013, p. 6.

La sollicitude manifestée lors de l'accueil des premiers Albanais se fondait sur le sentiment qu'ils représentaient un type d'immigration différent : il s'agissait de réfugiés qui fuyaient la dureté d'un « régime socialiste » classé parmi les plus sévères. [...] Les Albanais [...] paraissaient tellement proches des Italiens qu'ils pouvaient être facilement assimilés de la manière qu'on le souhaitait. [...] L'idée que le dialogue avec les Albanais serait aisé grâce à la connaissance réciproque s'appuyait sur des bases historiques solides. [...] Des liens qui avaient été entretenus durant les années marquées par la génération de mai 1968 à travers l'écoute de Radio Tirana, rendue possible dans cette même région italienne [les Pouilles] grâce à la proximité géographique. En plus, les débarquements d'Albanais ont été l'occasion de revaloriser la minorité arbëresh [... qui] ont pu alors faire office de médiateurs linguistiques. En théorie, de telles conditions auraient dû forger un a priori positif, susceptible de redimensionner le malaise ressenti par l'opinion publique face à des personnes ayant des modes de vie différents. Il n'en a pas été ainsi. [...] Selon les préjugés les plus répandus, les parents vendraient leurs filles pour qu'elles se prostituent dans les rues italiennes, les hommes montreraient un faible penchant pour le travail, ils seraient arrogants, sans scrupules, trafiquants d'armes et de drogues, voire trafiquants d'êtres humains³¹.

Enfin, les Albanais arrivés en Italie depuis 1990 ont préféré dans la presque totalité des cas ne pas intégrer les communautés arberèches et ils n'ont pas souhaité non plus en construire de nouvelles. Ils se sont plutôt « fondus » avec les Italiens, sans créer de ghettos ni d'enclaves, choisissant la formule plus individualiste du clan familial, peut-être plus acceptable dans un pays où la famille a toujours une grande importance. Cela ne signifie pas que l'intégration soit parfaitement réussie et que les Albanais non Arberèches soient toujours acceptés et reconnus. On ne parle certainement plus de « frères » d'outre-Adriatique, bien que dans les dernières années on assiste à un curieux phénomène d'immigration inversée : beaucoup de professionnels (notamment médecins et dentistes) et de petits et moyens industriels ont choisi de se transférer en Albanie. Pour les derniers, il ne s'agit pas de délocalisations, mais de véritable émigration et installation dans le pays, on ne peut pas encore savoir si elle est temporaire ou définitive. La cause, d'après certains, serait l'imminente chute de l'Europe, un autre empire qui semble péricliter et qui pousse, comme toujours, les populations sur de nouveaux chemins.

³¹ Patrizia Resta « Albanais et Italiens 25 ans après le débarquement de 1991 », in *Migrations Société* n° 158, 2015, pp. 112- 113. Traduit de l'italien par Luca Marin.